

Impliquer les enfants dans la discussion sur leurs droits: un outil éducatif pour soutenir la participation des enfants



Ces cartes sont un résumé du projet Dialogue mondial sur les droits de l'enfant (DMDE). L'article 42 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant oblige les gouvernements à prendre toutes les mesures nécessaires pour que la CIDE soit largement connue des enfants et des adultes.

Cette collection est le fruit des efforts combinés de deux équipes de recherche: GlobalChild à l'Université de Victoria et le Centre pour les droits de l'enfant de l'Université Queen's de Belfast



GlobalChild

www.globalchildnetwork.com



**QUEEN'S
UNIVERSITY
BELFAST**

**CENTRE FOR
CHILDREN'S
RIGHTS**

**Ces cartes ont été traduites en partie par
Amélie Brutinel et Audrey Durante - Stagiaires pour: Le
Bureau du défenseur des enfants et de la jeunesse du
Nouveau-Brunswick**

© 2020 par GlobalChild et le Centre pour les droits de l'enfant. Ce support pédagogique est disponible sous une licence internationale Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0: <https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>. Cela signifie que l'utilisateur peut copier, partager et même adapter le matériel s'il le souhaite. Cependant, l'utilisateur doit accorder la reconnaissance appropriée à GlobalChild et au Center for Children's Rights, et ne peut pas utiliser le matériel à des fins commerciales.



www.globalchildnetwork.com



**QUEEN'S
UNIVERSITY
BELFAST**

**CENTRE FOR
CHILDREN'S
RIGHTS**

Que contient ce support pédagogique?

Il y a dans ce support des cartes adaptées aux enfants qui ont été créées pour aider à les éduquer sur leurs droits humains. Des idées sur la façon dont les enfants peuvent s'engager dans ces discussions importantes sont présentées dans les pages d'introduction. Les voix des enfants méritent d'être entendues et nous espérons que les utilisateurs de ces cartes pourront comprendre ce que les enfants ont à dire. N'hésitez pas à faire preuve de créativité dans votre approche de l'éducation aux droits de l'enfant!

38 articles du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies sont regroupés en 7 groupes par thème:

Catégorie 3 : Principes généraux (4 Articles)

Catégorie 4 : Droits civils et politiques (7 Articles)

Catégorie 5 : Protection contre la violence (2 Articles)

Catégorie 6 : Environnement familial et soins alternatifs (8 Articles)

Catégorie 7 : Handicap, santé de base, bien-être (5 Articles)

Catégorie 8 : Éducation, loisirs et activités culturelles (4 Articles)

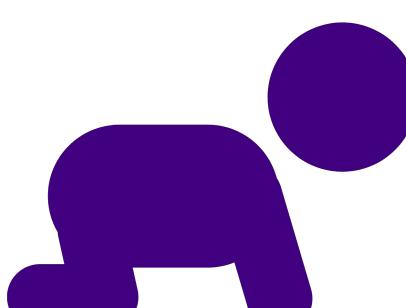
Catégorie 9 : Mesures spéciales de protection (8 Articles)

Éduquer les enfants sur leurs droits

La page 1 de chaque article est un résumé de chaque droit de l'enfant tel qu'énoncé dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

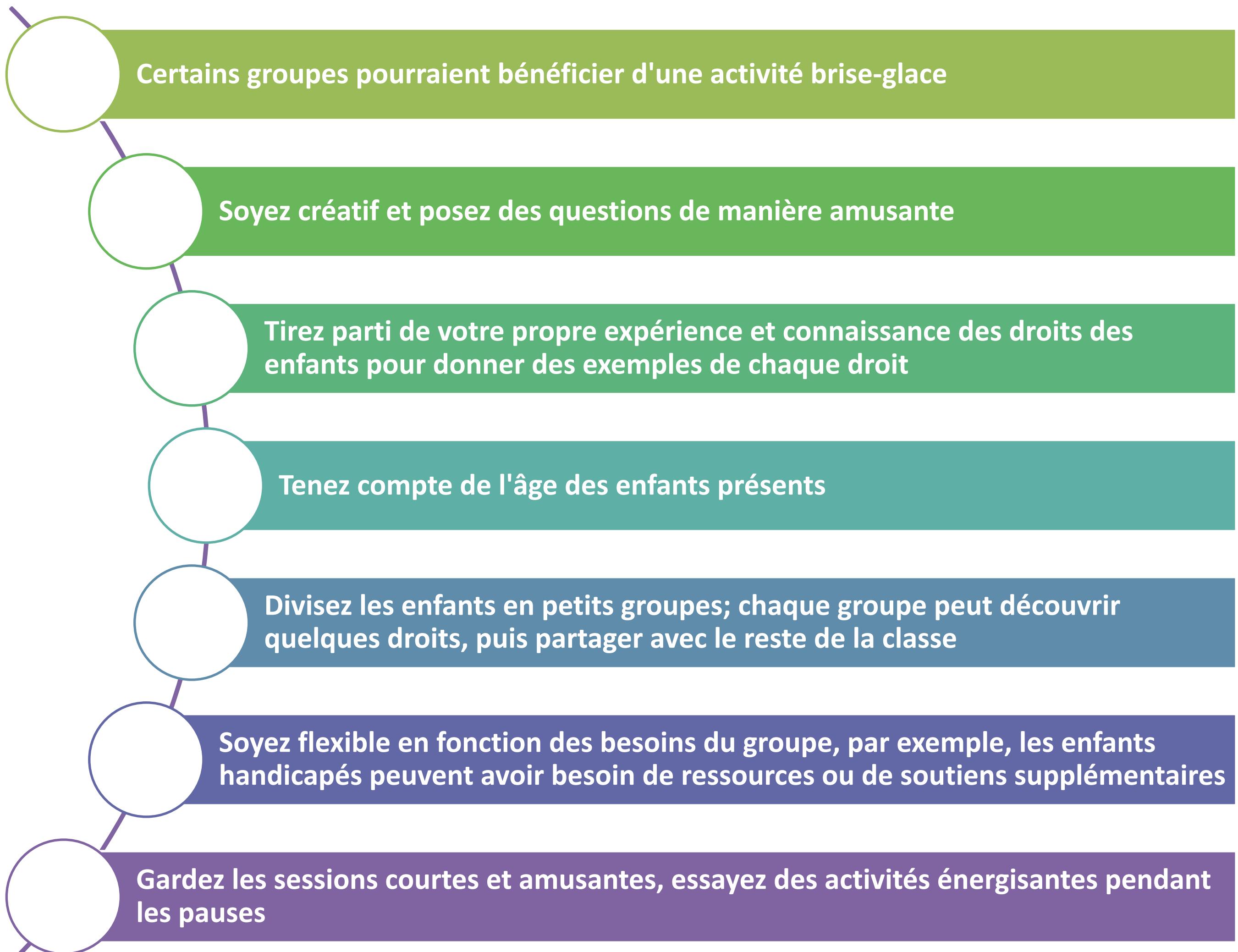
La page 2 de chaque article donne des exemples tirés d'enfants sur la façon dont ils sauraient si leurs droits sont respectés. Après avoir examiné ces questions avec les enfants, vous pouvez demander:

- 1. Sur la base des citations données, ce droit est-il suivi de la même manière dans votre pays? Pouvez-vous penser à d'autres façons de savoir?**
- 2. Savez-vous à qui parler si vous remarquez que vos droits (ou ceux d'autres enfants) sont violés?**
- 3. Pensez-vous qu'il est important de faire respecter ce droit par votre gouvernement? Pourquoi?**
- 4. Que pouvez-vous faire pour informer les autres enfants de leurs droits?**

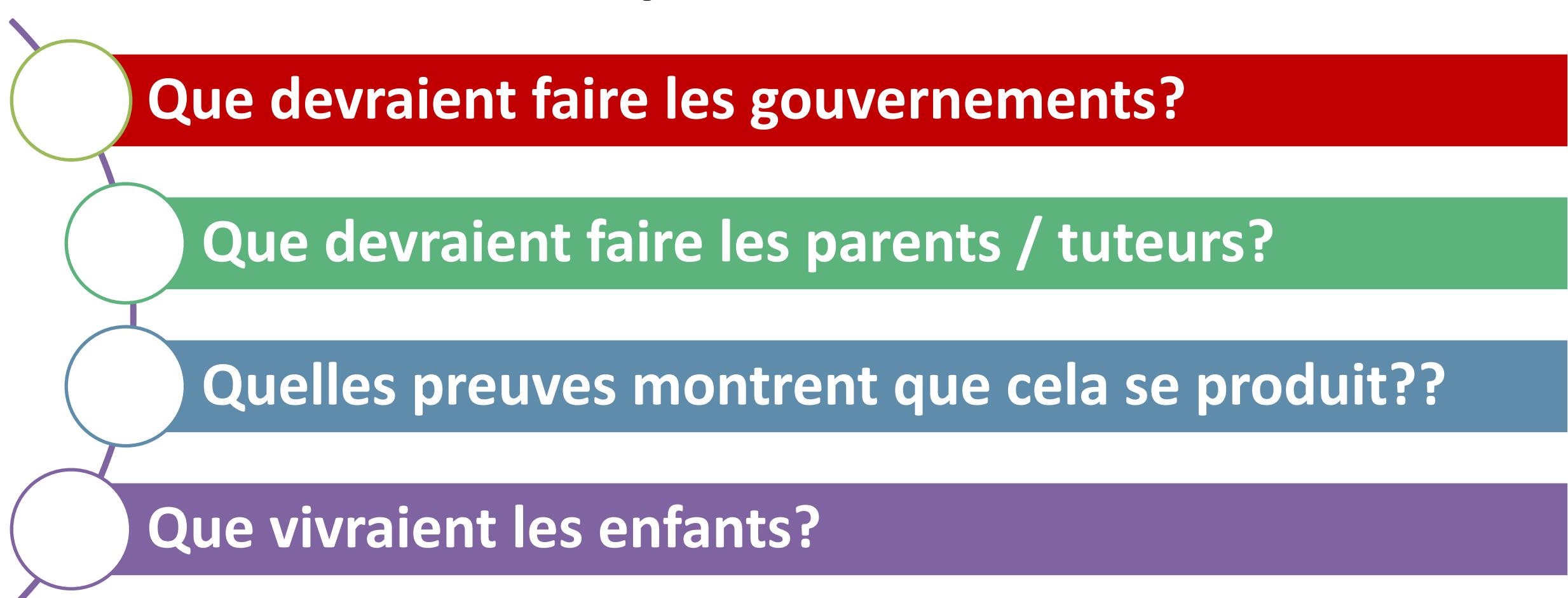


Idées pour utiliser ces cartes:

Conseils pour encourager la participation:



**Lorsque vous abordez chaque article,
vous pouvez demander:**



Autres suggestions d'utilisation de ces cartes:

Jouez à un jeu d'association

- Séparez la première et la deuxième page de chaque article, puis demandez aux enfants de faire correspondre les informations sur l'article (première page) avec les citations (deuxième page)

Recherche de liens

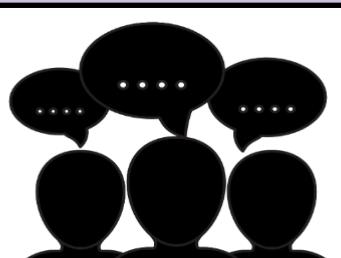
- De nombreux droits sont liés à d'autres droits. Demandez aux enfants de trouver des liens entre différents articles. Par exemple, les gouvernements apportant un soutien aux familles pourraient favoriser les droits visés à l'article 18 (sécurité sociale) et à l'article 27 (niveau de vie).

Jeu de rôle en tant qu'inspecteur des droits de l'enfant, scientifique ou journaliste

- Si les enfants avec lesquels vous travaillez ont un faible niveau d'alphabétisation, une autre activité consiste à jouer des rôles, où les enfants jouent le rôle d'un inspecteur, d'un scientifique, d'un journaliste ou d'un enseignant.
- Commencez par utiliser les cartes pour en savoir plus sur les droits des enfants.
- Ensuite, les enfants peuvent travailler en petits groupes pour décider comment ils peuvent savoir si les enfants de leur pays ou communauté jouissent de leurs droits. Les questions suggérées comprennent:
 - Qu'avez-vous besoin de savoir?
 - À qui devez-vous parler?
 - De quelles informations avez-vous besoin de chaque personne?

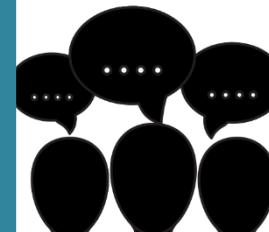
Devenez un champion des droits de l'enfant!

- Faites un plan pour partager ce que vous avez appris avec les autres! À qui pourriez-vous enseigner les droits des enfants... Amis? Famille? Enseignants? Des représentants du gouvernement?



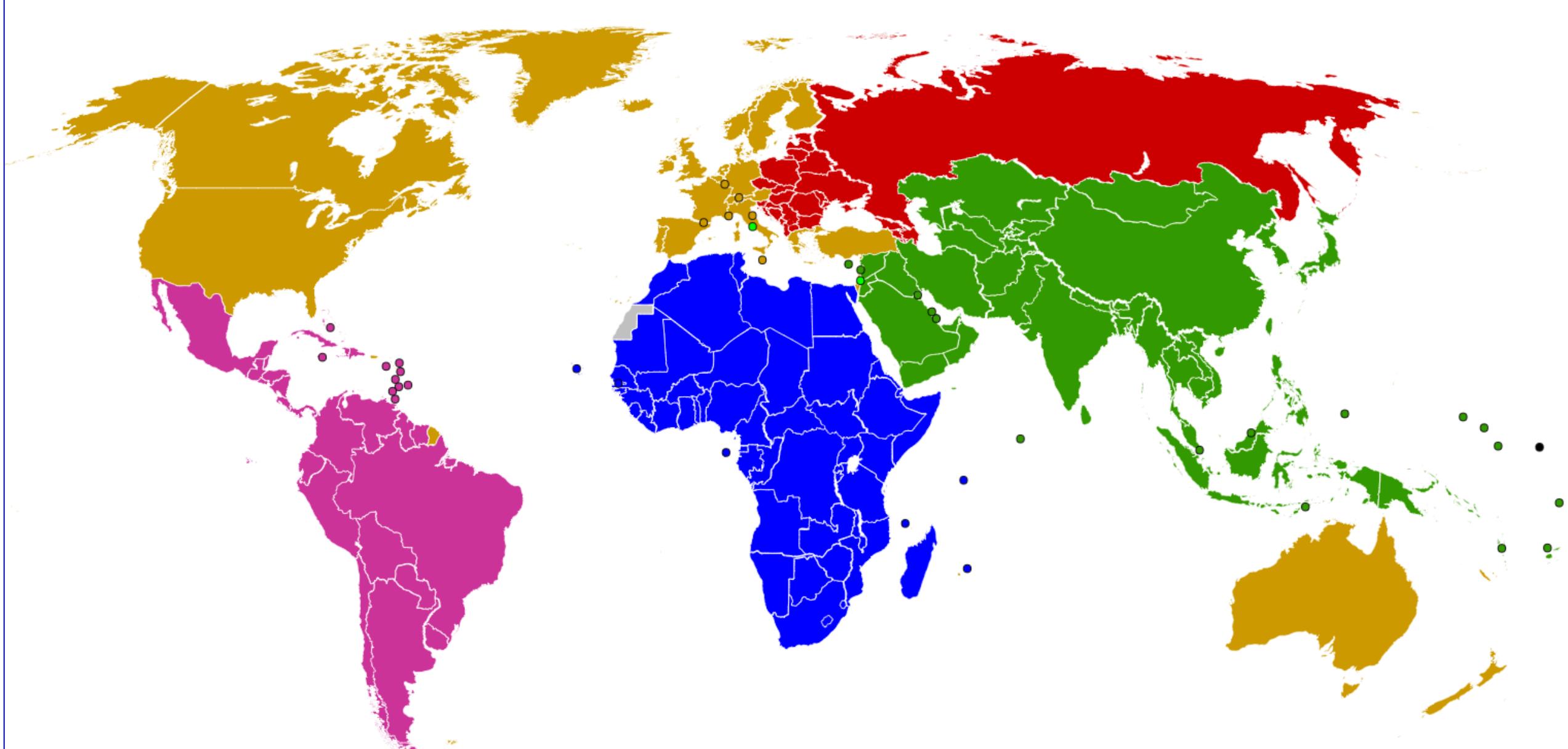
À propos du projet DMDE


Les adultes travaillent: L'équipe GlobalChild a élaboré des documents décrivant chaque article de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.


Les enfants collaborent: le Centre pour les droits de l'enfant a apporté ces documents à son groupe consultatif de jeunes et a créé des résumés adaptés aux enfants (page 1 de ces fiches).


Combinaison des informations pour créer ces cartes: des ateliers organisés dans le monde entier ont aidé l'équipe de GlobalChild à créer de nouveaux indicateurs pour déterminer si les droits de l'enfant sont respectés.

Des ateliers ont eu lieu dans le monde entier!



Région	Pays	Enfants
Afrique	13	1010
Asie-Pacifique	10	342
Europe de l'Est	4	342
Amérique latine / Caraïbes	3	169
Europe de l'Ouest / Autre	5	92
Totale:	35	1836

Plus d'information

Notre nom est GlobalChild.

Nous sommes un groupe d'experts du Canada et du monde entier qui travaillent ensemble pour promouvoir les droits des enfants.

Nous avons consacré plus de cinq ans à la recherche afin de construire la plateforme GlobalChild, qui est constituée d'indicateurs qui aideront les gouvernements et autres détenteurs d'obligations à vérifier qu'ils tiennent leurs promesses en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Dans le cadre de ce processus, nous avons inclus des enfants dans des conversations sur leurs droits à travers les ateliers du projet DMDE.

Chaque étoile sur la carte montre où les enfants ont participé:



Notre bailleur de fonds: Instituts de recherche en santé du Canada
Un grand merci à tous les enfants qui ont participé au projet Global Child Rights Dialogue et ont partagé leurs points de vue avec nous!

Pour plus d'informations sur ce projet, veuillez visiter:
www.globalchildnetwork.com

Catégorie 6 – Environnement familial et soins alternatifs



Articles:

5 – Responsabilité parentale et développement des capacités de l'enfant

9 – Séparation de l'enfant de ses parents

10 – Réunification familiale

11 – Déplacement et non-retour illicite

18 – Sécurité sociale; service et installations de garde

20 – Enfants privés de leur environnement familial

21 – Adoption : national et internationale

25 – Révision périodique du placement/traitement

Catégorie 6 –

Environnement familial et soins alternatifs

Remarques:

© 2020 par GlobalChild et le Centre pour les droits de l'enfant. Ce support pédagogique est disponible sous une licence internationale Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0: <https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>. Cela signifie que l'utilisateur peut copier, partager et même adapter le matériel s'il le souhaite. Cependant, l'utilisateur doit accorder la reconnaissance appropriée à GlobalChild et au Center for Children's Rights, et ne peut pas utiliser le matériel à des fins commerciales.



GlobalChild

www.globalchildnetwork.com



QUEEN'S UNIVERSITY BFI FAST

CENTRE FOR CHILDREN'S RIGHTS

ARTICLE 5

Les gouvernements doivent respecter le rôle des parents (et autres adultes qui s'occupent des enfants) relativ au conseil et à l'orientation de leurs enfants



Les parents et les tuteurs jouent le rôle le plus important dans l'éducation de l'enfant

Les gouvernements ne doivent pas se mêler dans la vie de famille à moins qu'il y ait une raison valable

Les conseils et les orientations des parents et d'autres personnes devraient aider les enfants à devenir plus matures

Cela devrait les aider à jouir de leurs droits

Les enfants devraient être associés aux décisions concernant, par exemple, l'école secondaire à fréquenter

Les conseils et les orientations des parents et d'autres personnes devraient aider les enfants à devenir plus matures

Les parents et les tuteurs devraient aider les enfants à prendre des décisions en leur permettant d'avoir plus d'indépendance

ARTICLE 5

Exemples d'enfants sur la *façon dont nous savons si les droits garantis par l'article 5 sont respectés:*



« Les gouvernements peuvent aider, soutenir les familles, planifier des visites de travailleurs sociaux. Avoir un suivi plus étroit. Les enfants devraient participer à des projets spécifiques (en présence des parents) » (Europe de l'Ouest / Autre)

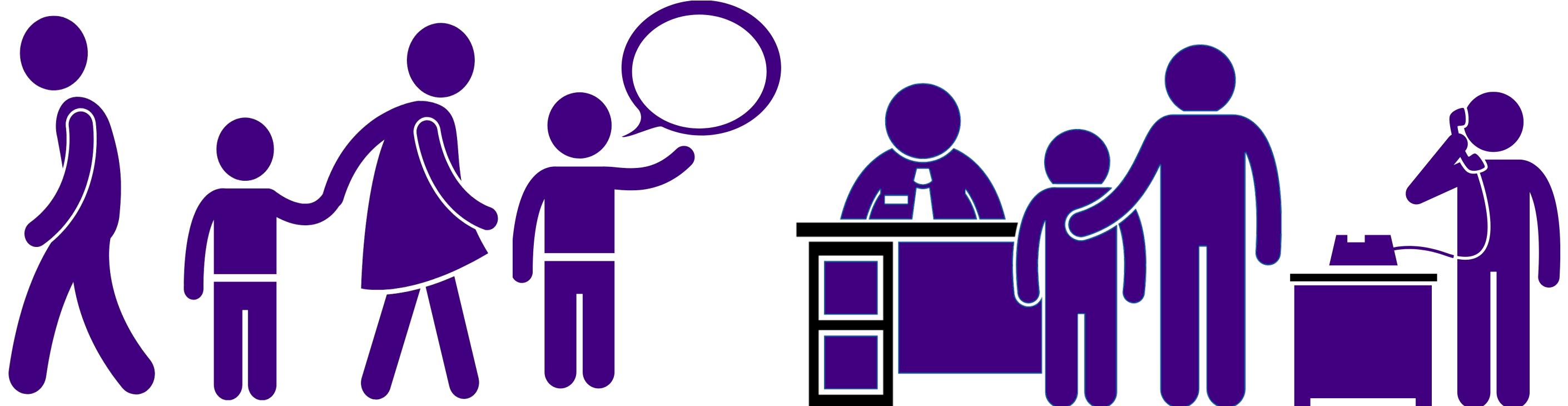
« Le rôle des parents est de fournir de la nourriture, de l'affection, de l'amour, une éducation, de la protection et des vêtements » (Europe de l'Ouest / Autre)

« Le gouvernement offre-t-il une aide (" monétaire ou professionnelle, par exemple des travailleurs sociaux ") aux parents et aux enfants? » (Europe de l'Ouest / Autre)

« L'État devrait intervenir lorsque des enfants sont en danger » (Europe de l'Ouest / Autre)

ARTICLE 9

Les enfants ont le droit de rester avec leurs parents sauf s'il y a une raison valable de les séparer



Les enfants ne devraient être séparés de leurs parents sauf si la séparation est dans leur intérêt supérieur

Par exemple, si un enfant est maltraité ou négligé ou si ses parents sont en prison

Seul un tribunal peut décider si un enfant doit être séparé de ses parents

Il doit y avoir des lois claires sur la manière dont les décisions sont prises et les enfants ont le droit d'exprimer au tribunal ce qu'ils pensent

Les enfants séparés de l'un de leurs parents ou des deux ont le droit de rester en contact sauf si cela serait dangereux

Les gouvernements doivent faire leur possible pour aider les enfants et les parents à rester en contact

Ils pourraient organiser des visites ou parler au téléphone ou via les médias sociaux

Par exemple, les enfants et leurs parents en prison devraient être informés le plus tôt possible si un membre de leur famille est gravement malade.

ARTICLE 9

Exemples d'enfants sur la *façon dont nous savons si les droits garantis par l'article 9 sont respectés:*



« La voix des enfants est-elle entendue lorsqu'ils sont séparés de leurs parents? » (Amérique latine / Caraïbes)

« Les responsables gouvernementaux devraient amener personnellement les enfants chez les parents ou leur donner les moyens de contacter et de communiquer avec les parents » (Afrique)

« Lorsqu'un enfant qui vit avec une autre personne que ses parents est autorisé à les voir / les appeler sans aucune restriction » (Afrique)

« Le gouvernement devrait établir et appliquer des règles et des règlements qui guident les parents / tuteurs dans la garde de leurs enfants » (Afrique)



ARTICLE 10

Les enfants qui vivent dans des pays différents de leurs familles ont le droit de changer de pays pour pouvoir être réunis



Les gouvernements doivent réagir rapidement si un enfant ou un parent demande à ce que la famille soit réunie dans un pays
Cela devrait être traité de manière positive et compatissante et les décisions prises dans l'intérêt supérieur de l'enfant

Lorsqu'un enfant ou un parent demande à changer de pays pour se réunir avec sa famille, il ne devrait pas y avoir de conséquences négatives.

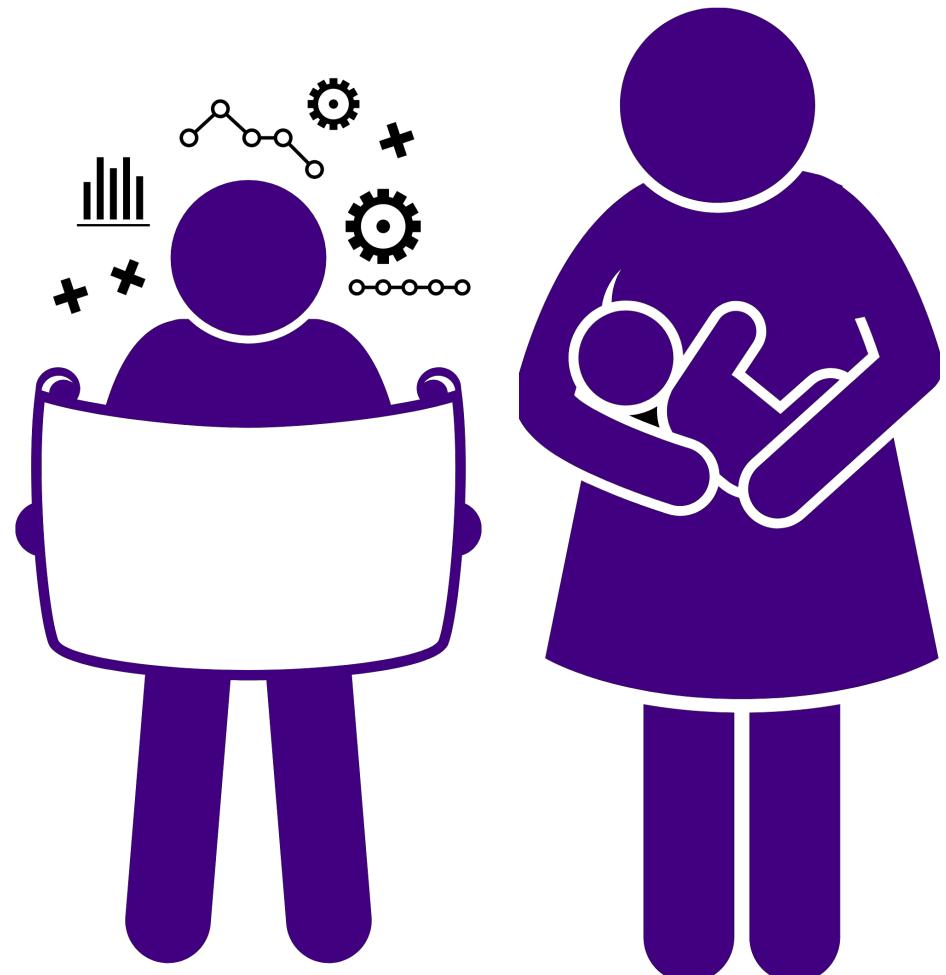
Pour l'enfant, le parent ou d'autres membres de la famille

Si les parents d'un enfant sont séparés et vivent dans des pays différents, ils ont le droit de rester en contact avec leurs deux parents
Ils pourraient rester en contact par téléphone ou par les médias sociaux

Si la loi ne peut les réunir définitivement, ils devraient pouvoir rester en contact avec leur parent

ARTICLE 10

Exemples d'enfants sur la *façon dont nous savons* si les droits garantis par l'article 10 sont respectés:



« Le gouvernement devrait créer une plateforme de contact lorsqu'un enfant est retiré à ses parents » (Afrique)

« Les enfants [devraient] avoir une ligne téléphonique gratuite pour contacter les parents à l'étranger?" "" Une ligne téléphonique qui transférerait les appels »
(Europe de l'Ouest / Autre)

« Les enfants séparés de l'un de leurs parents peuvent-ils aller les voir au moins une fois par an, même si les parents ne peuvent pas payer? Un billet d'avion gratuit payé par le gouvernement »
(Europe de l'Ouest / Autre)

« L'intérêt supérieur de l'enfant doit être une priorité dans les vérifications des antécédents pour s'assurer que les enfants seront placés dans un environnement sûr » (Amérique latine / Caraïbes)

ARTICLE 11

Les gouvernements doivent prendre des mesures pour empêcher les enfants d'être emmenés illégalement hors de leur pays et non retournés



Les gouvernements devraient signer une loi internationale connue sous le nom de Convention de La Haye

Cette loi aide les enfants illégalement sortis de leur pays à rentrer plus rapidement chez eux

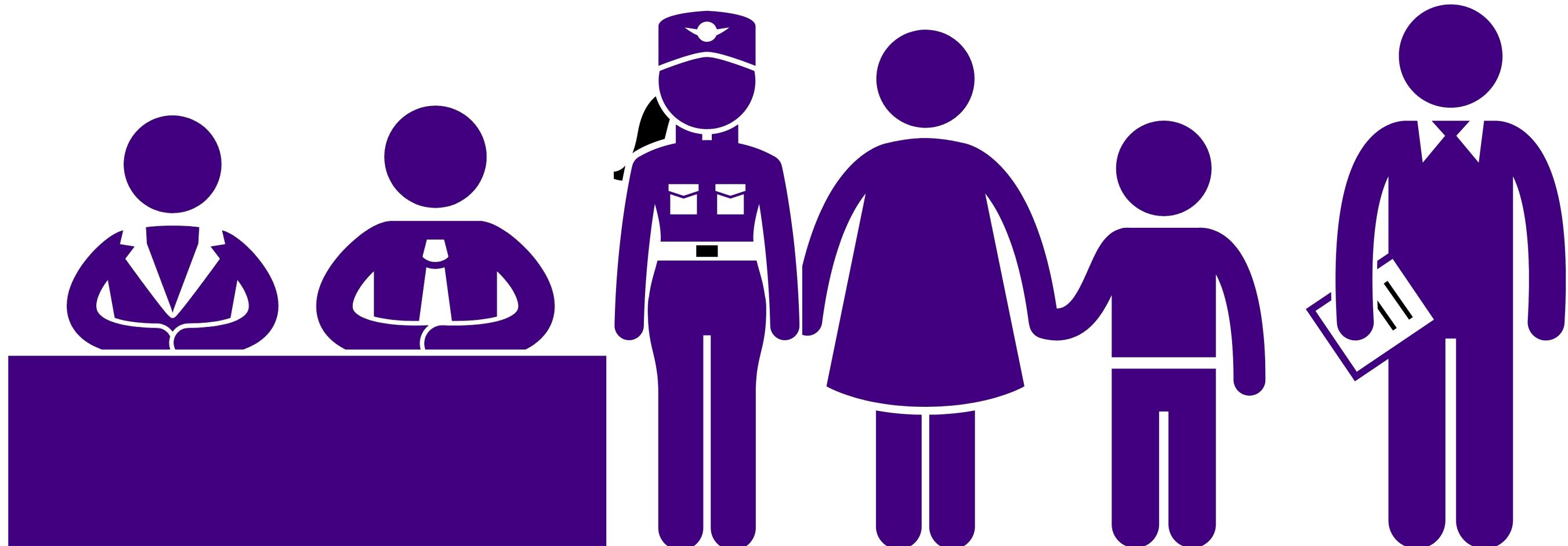
Les professionnels travaillant dans ce domaine devraient recevoir une formation continue

Les gouvernements devraient travailler ensemble pour s'entendre ce que signifie sortir illégalement un enfant du pays



ARTICLE 11

Exemples d'enfants sur la *façon dont nous savons* si les droits garantis par l'article 11 sont respectés:



« Interrogés sur ce que l'État devrait faire, ils considèrent « qu'aujourd'hui beaucoup de temps est perdu dans les bureaucraties et que le processus devrait être plus rapide » et que pour cela « l'État devrait appliquer plus de règles pour changer cela ». » (*Europe de l'Ouest / Autre*)

« Dans les aéroports et les ambassades, les autorités devraient être formées pour détecter quand les enfants sont mal à l'aise ou potentiellement en danger et des séances d'entrevues individuelles ou en tête-à-tête (lorsque les parents ne sont pas présents) devraient être menées avec tous les enfants » (*Amérique latine / Caraïbes*)

« Les professions qui travaillent dans le domaine de la lutte contre le trafic d'enfants devraient recevoir une formation » (*Asie-Pacifique*)

ARTICLE 18

Les parents ont la responsabilité commune d'élever leurs enfants, les gouvernements devraient les aider à le faire



Les parents ont la responsabilité principale d'élever leurs enfants

Les enfants ont le droit d'être élevés par leurs deux parents si possible

Les parents devraient penser à l'intérêt supérieur de leurs enfants lorsqu'ils les élèveront

Les gouvernements devraient apporter un soutien aux parents
Cela pourrait inclure de l'argent ou/et un autre soutien si nécessaire

Donner des conseils ou offrir une éducation parentale pour les aider à s'occuper de leurs enfants

Les gouvernements devraient créer des organisations et des services pour les enfants

Ils pourraient créer des groupes de jeu, des bibliothèques, des clubs de jeunes et des centres pour les jeunes parents

Les gouvernements devraient mettre en place des services pour les enfants dont les parents travaillent

Ils pourraient créer des crèches, des clubs de petit-déjeuner et des clubs d'après-école

ARTICLE 18

Exemples d'enfants sur la *façon dont nous savons* si les droits garantis par l'article 18 sont respectés:



« Les gouvernements devraient les aider à le faire. Pour moi, les États devraient mettre en place des moyens pour aider les parents et leurs enfants. Par exemple, supposons qu'il y ait 6 enfants dans une maison avec 2 chambres, nous devrions les aider à déménager dans un logement social avec 6 chambres. Il faut regarder tout cela par rapport à la situation des enfants »
(Europe de l'Ouest / Autre)

« La possibilité d'avoir des soins parentaux (besoins de base tels que la nourriture, les vêtements, les médicaments, la sécurité). Dans presque tous les domaines, les enfants de moins de 18 ans ne peuvent obtenir de l'aide qu'avec des adultes »
(Europe de l'Est)

« Si celui-ci est respecté, nous n'avons plus besoin des autres! L'article 18 est la pierre angulaire »
(Europe de l'Ouest / Autre)



ARTICLE 20

Les enfants qui ne peuvent pas vivre avec leurs parents ont droit à un traitement et une protection spéciale



Ils doivent recevoir une autre forme de traitement

Les gouvernements devraient essayer de garder les enfants à l'écart des endroits où vivent beaucoup de gens

Ils pourraient être placés dans la communauté locale avec une autre famille

Les gouvernements devraient régulièrement contrôler les enfants pour s'assurer qu'ils sont pris en charge convenablement

Ils devraient aider les enfants à rentrer chez eux si c'est possible

Les enfants doivent pouvoir signaler leurs préoccupations ou se plaindre de leurs soins de manière simple et sûre

Les enfants ne devraient être retirés de leur famille qu'en dernier recours

Les antécédents d'un enfant doivent être pris en compte lorsqu'il décide de son lieu de résidence

Ils devraient être placés dans un endroit qui les aide à être en bonne santé et à développer leur potentiel

Cela devrait être aussi bref que possible et rester avec leurs frères et sœurs

ARTICLE 20

Exemples d'enfants sur la *façon dont nous savons* si les droits garantis par l'article 20 sont respectés:



**« Ils devraient aider les enfants à rentrer chez eux si possible »
(Europe de l'Est)**

**« Les enfants qui vivent sans parents devraient bénéficier d'un soutien spécial. Les gouvernements devraient faire tout leur possible pour éviter d'envoyer des enfants dans des orphelinats »
(Europe de l'Est)**

**« Ils devraient être placés dans un endroit qui les aide à être en bonne santé et à développer leur potentiel, le moins longtemps possible et ils devraient rester avec leurs frères et sœurs »
(Europe de l'Est)**



ARTICLE 21

Si les enfants sont adoptés, leur intérêt supérieur doit toujours être la priorité



La décision doit être prise par un tribunal ou une organisation professionnelle

Les gouvernements doivent adopter des lois définissant les règles en matière d'adoption

Les personnes impliquées dans la prise de décision en matière d'adoption doivent être correctement formées

L'adoption ne peut avoir lieu que si les parents sont incapables ou ne veulent pas s'occuper de leurs enfants

Les parents devraient recevoir des informations et des conseils avant de prendre une décision; ils ne devraient pas être obligés de décider

Les enfants ne peuvent être adoptés par quelqu'un dans un autre pays que s'ils ne peuvent pas être pris en charge dans leur propre pays

Il devrait y avoir des règles claires lorsque des enfants sont adoptés dans un autre pays

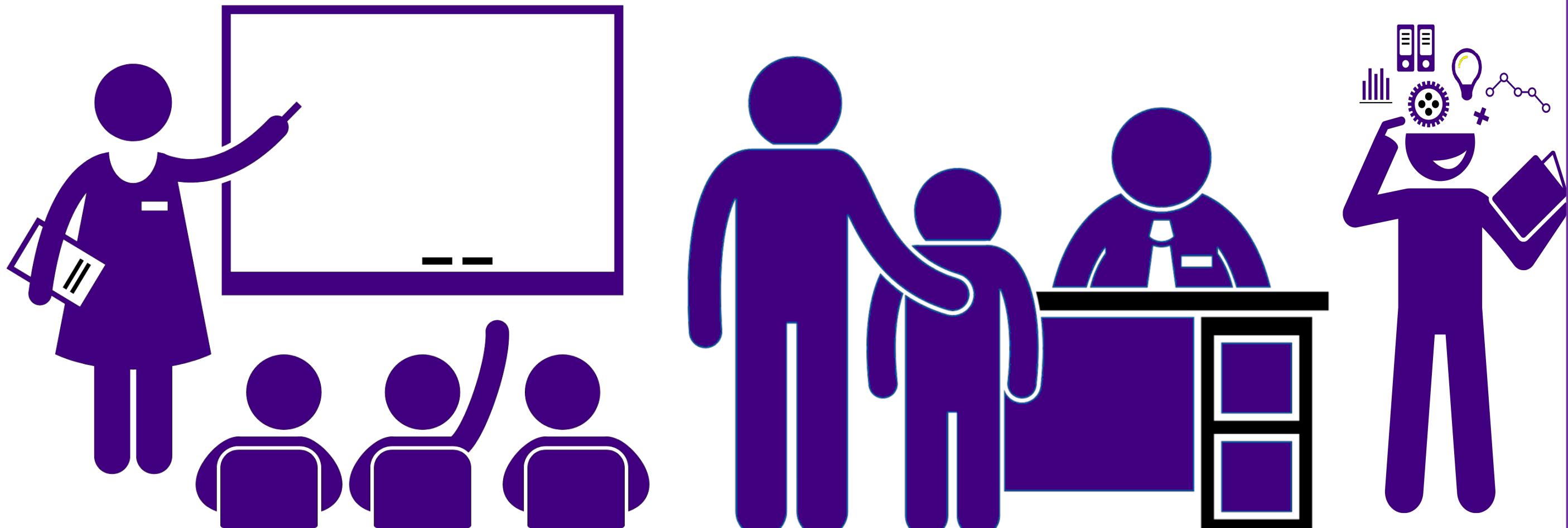
Les enfants ne doivent pas être enlevés de leur pays d'origine sans l'accord du gouvernement

Personne ne devrait être en mesure de tirer un profit d'un enfant adopté

Les gouvernements devraient travailler ensemble pour veiller à ce que les règles en matière d'adoption soient suivies

ARTICLE 21

Exemples d'enfants sur la *façon dont nous savons* si les droits garantis par l'article 21 sont respectés:



« Pour moi, lorsqu'un enfant est adopté, il devrait pouvoir savoir à quoi ressemble son passé, qui sont ses parents, etc. Et vous ne pouvez pas adopter un enfant sans son consentement »
(Europe de l'Est)

« Les personnes impliquées dans la prise de décisions concernant l'adoption doivent être correctement formées »
(Europe de l'Est)

« Le gouvernement devrait créer un programme qui aiderait les parents à élever leurs enfants. Des lois sur l'adoption devraient être adoptées pour protéger l'intérêt des enfants »
(Afrique)

« Les intérêts des enfants devraient être privilégiés. Seuls les services et organisations professionnelles spéciales doivent s'occuper des documents et soutenir les enfants en cours d'adoption »
(Europe de l'Est)

ARTICLE 25

Les enfants vivant en dehors de leurs familles doivent être suivis pour s'assurer qu'ils sont pris en charge convenablement



Seuls les professionnels peuvent décider si un enfant doit être pris en charge en dehors du domicile familial

Les professionnels doivent être correctement formés et avoir les bonnes connaissances

Les enfants devraient avoir la chance de parler en privé à ceux qui les surveillent

Le suivi/contrôle est important et tout le monde devrait savoir quand cette mesure se tiendra

Les enfants et leurs parents devraient avoir des informations sur ce qui se passe

Cette information devrait être facile à comprendre

Les enfants devraient avoir la possibilité d'exprimer leurs points de vue et d'être écoutés

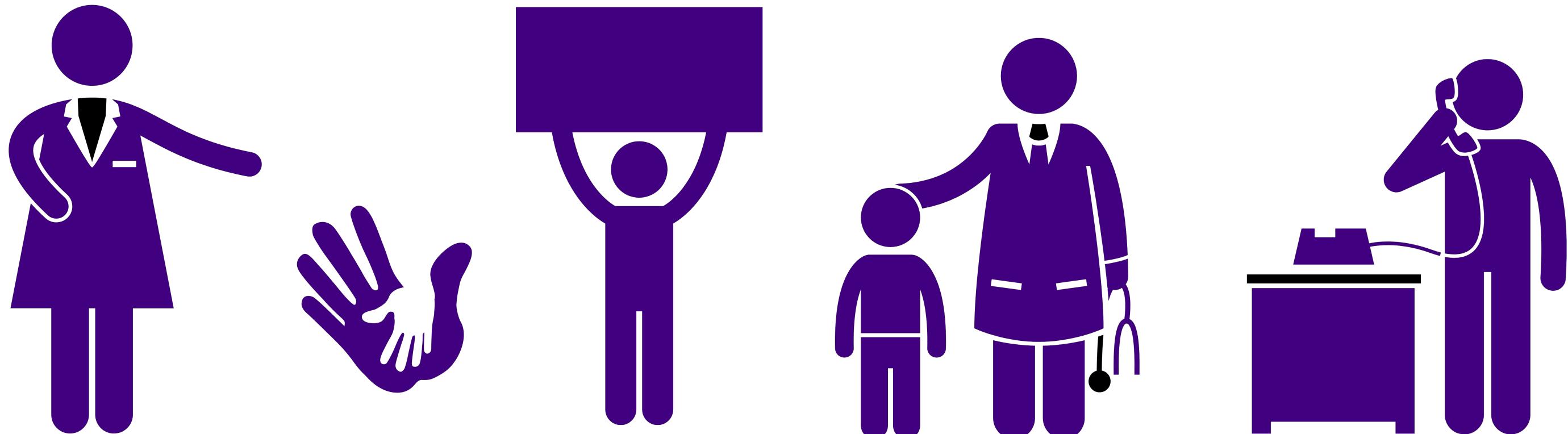
Les choses qui devraient être vérifiées incluent:

Leur capital

Les problèmes de santé qu'un enfant pourrait avoir

ARTICLE 25

Exemples d'enfants sur la *façon dont nous savons* si les droits garantis par l'article 25 sont respectés:



« Processus de filtrage plus approfondi pour les parents d'accueil afin de s'assurer que le placement en logement sera sûr avant le suivi » (*Europe de l'Ouest/ Autre*)

« Le moment dans ma vie où je suis devenu toxicomane était environ un an après avoir signé mon accord sur la jeunesse. En y repensant, je pense que la raison est que mon travailleur social ne m'a pas contacté depuis plus de six mois, et je n'avais pas d'autres adultes responsables dans ma vie - pas de travailleurs communautaires, de défenseurs, rien » (*Europe de l'Ouest/ Autre*)

« Les travailleurs sociaux visitent et fournissent régulièrement des soins de santé mentale et de santé physique » (*Asie-Pacifique*)

« Ils doivent être amenés à l'hôpital quand ils sont malades et doivent recevoir des soins appropriés/beaucoup de soins, par exemple, aller à l'école avec l'uniforme approprié, recevoir tout ce dont ils ont besoin à l'école et convenablement (régime alimentaire) » (*Afrique*)